

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT  
ADB/BD/IF/2009/110

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT  
ADF/BD/IF/2009/111

22 avril 2009

Préparé par : ICA/OINF

Original : Anglais

Traduit par : CLSU

Date probable de présentation aux Conseils :  
Sans objet

POUR INFORMATION

## MÉMORANDUM

AUX : CONSEILS D'ADMINISTRATION

DE : Kordjé BEDOUMRA  
Secrétaire général

OBJET : CONCLUSIONS DE LA 5<sup>e</sup> RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU  
CONSORTIUM POUR LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE (ICA),  
TENUE À ROME, DU 9 AU 11 MARS 2009 \*

Veillez trouver ci-joint une note d'information relative aux conclusions de la réunion citée en objet, qui s'est tenue à Rome du 9 au 11 mars 2009, à l'invitation de l'Italie.

P.J. :

cc : Le Président

\* Toute question sur cette réunion doit être adressée à :

M. G. MBESHERUBUSA  
M. A. RUGAMBA  
M. R. PAUBELLE

Directeur  
Coordinateur  
Expert en infrastructure

OINF  
ICA  
ICA

Poste 2034  
Poste 2182  
Poste 2505

## **CONCLUSIONS DE LA 5<sup>e</sup> RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU CONSORTIUM POUR LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE (ICA)**

1. La présente note vise à informer les Conseils d'administration des conclusions de la 5<sup>e</sup> réunion de haut niveau du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), qui s'est déroulée à Rome du 9 au 11 mars 2009, à l'invitation du ministère des Affaires étrangères italien. Cette réunion avait été annoncée au Conseil par une Note d'information (Réf. ADB/BD/IF/2009/55, ADF/BD/IF/2009/61) datée du 26 février 2009.

2. Les participants à la réunion de Rome se sont penchés sur les progrès accomplis par le Consortium alors qu'il fonctionne depuis trois ans. En dépit de la crise financière, les membres de l'ICA ont maintenu leurs engagements de 2008 concernant les projets d'infrastructure en Afrique au même niveau que l'année précédente, à environ 12 milliards d'USD. Le chiffre définitif devrait être légèrement plus élevé, il sera communiqué quand toutes les données auront été reçues de l'ensemble des membres.

3. Cette réunion annuelle a également été l'occasion d'analyser un rapport d'évaluation indépendant de l'ICA. De l'avis général, les activités de l'ICA ont répondu aux défis du développement de l'infrastructure en Afrique et contribué à créer une plateforme pour le développement de l'infrastructure, le suivi et le dialogue entre les principaux intéressés. L'évaluation a conclu que la capacité de mobiliser ses membres était le principal avantage comparatif de l'ICA. Les membres ont demandé au Secrétariat de privilégier les projets et programmes régionaux et d'encourager les travaux conjoints. Le Secrétariat a été mandaté pour concevoir un nouveau programme de travail axé sur les résultats pour la période de 2009 à 2012.

4. Les résultats du dernier Sommet de l'Union africaine ont été communiqués aux participants. Ce Sommet a mis l'accent, d'une part, sur le développement de l'énorme potentiel hydroélectrique de l'Afrique pour renforcer les capacités de production en réponse à la crise énergétique et, d'autre part, sur les réseaux énergétiques régionaux, en vue de promouvoir l'intégration régionale et de tirer profit des économies d'échelle. Dans le secteur des transports, la priorité sera accordée à l'achèvement des tronçons manquants de l'Autoroute transafricaine (RTA).

5. Il y a eu une discussion approfondie sur la négociation des projets et le rôle que l'ICA devrait jouer. Élargissant le cadre initial de sa mission, l'ICA s'est engagé à user de sa capacité de mobilisation pour renforcer son rôle de négociateur de projets au niveau des programmes, afin d'aider à trouver des moyens financiers et de boucler plus rapidement les financements. La plupart des participants ont en outre estimé que l'ICA gagnerait à établir la cartographie des projets en cours et les liaisons manquantes, étendre à tous les pays l'Étude diagnostique des infrastructures nationales en Afrique (AICD), poursuivre la recherche d'autres sources de financement et l'exploitation des synergies avec les autres initiatives en faveur de l'infrastructure.

6. Au cours de la dernière session, l'ICA et le Mécanisme de conseil et de consultation des infrastructures public-privé (PPIAF) ont coparrainé un atelier sur la crise économique mondiale et son impact sur l'infrastructure. Les secteurs des transports et de l'énergie sont les plus touchés en raison de la hausse des coûts de financement ainsi que des retards et annulations résultant du retrait des prêteurs commerciaux. Les participants à cet atelier ont conclu que la communauté internationale devait agir rapidement en apportant son appui à la

protection de l'infrastructure existante et au développement de réserves de projets pendant la récession. À cause de la crise, la demande d'instruments d'atténuation des risques ira croissant. Les membres ont salué l'initiative pour faire face à la crise proposée par l'Italie, qui donnera des conseils sur les instruments appropriés pour financer les projets d'infrastructure en Afrique. La priorité sera accordée à l'augmentation du flux et à l'amélioration de la qualité des projets, pour les aligner sur le niveau de risque acceptable par le secteur privé.

Pièces jointes : Déclaration finale et Liste des participants.

## **5<sup>e</sup> RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU CONSORTIUM POUR LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE (ICA) Déclaration finale**

Dans le contexte de la Présidence italienne du G8, le ministre des Affaires étrangères a accueilli la cinquième réunion annuelle de l'ICA à Rome, du 9 au 11 mars 2009. M. Mandla S.V. Gantsho, Vice-président chargé de l'infrastructure à la Banque africaine de développement et M. Elham Mahmood Ahmed Ibrahim, Commissaire à l'infrastructure et à l'énergie à l'Union africaine, ont coprésidé cette réunion, à laquelle ont pris part plus de cent représentants de haut niveau des pays du G8, des institutions multilatérales de développement, des partenaires au développement, des représentants du secteur privé et de grandes institutions africaines. La liste complète des participants est jointe en Annexe 1.

Cette réunion s'est déroulée à un moment particulièrement difficile, marqué par l'impact de la crise financière mondiale et un début de crise économique. Les membres de l'ICA ont noté que la crise avait ralenti plusieurs projets d'infrastructure et ils ont réitéré leur engagement à mobiliser et maintenir des investissements dans le développement de l'infrastructure de l'Afrique, pour répondre à la fois au déficit structurel de l'Afrique et à la crise financière.

La réunion annuelle a également été l'occasion d'analyser un rapport d'évaluation indépendant de l'ICA. L'évaluation a conclu que la capacité de mobiliser ses membres était le principal avantage comparatif de l'ICA. De l'avis général, les activités de l'ICA ont répondu aux défis du développement de l'infrastructure en Afrique et contribué à créer une plateforme pour le développement de l'infrastructure, le suivi et le dialogue entre les principaux intéressés. Les membres ont demandé au Secrétariat de privilégier les projets et programmes régionaux et d'encourager les travaux conjoints. Le Secrétariat a été mandaté pour concevoir un nouveau programme de travail axé sur les résultats pour la période de 2009 à 2012.

### **L'Italie engage le G8 à se pencher sur la situation de l'Afrique**

La réunion a démarré sur une note positive lorsque dans son allocution d'ouverture, M. Vincenzo Scotti, le Sous-secrétaire d'État italien au ministère des Affaires étrangères, a annoncé que le gouvernement italien veillerait à ce que, dans le cadre de la Présidence du G8 qu'il assure actuellement, l'Afrique figure en bonne place à l'ordre du jour du Sommet du G8 cette année, qui est prévu en juillet à La Maddalena. Quant au professeur Luca Riccardi, représentant personnel du Président du Conseil des ministres pour l'Afrique, il a relevé que les programmes d'incitation proposés dans les pays développés incluaient des volets « construction d'infrastructure » et, à son avis, il devrait en être de même en Afrique, afin de créer des emplois et de stimuler la croissance économique durant cette période difficile.

### **Le manque de financement de l'Afrique constitue toujours un grand défi**

Malgré la crise financière, les membres de l'ICA ont maintenu leurs engagements de 2008<sup>1</sup> concernant les projets d'infrastructure en Afrique, au même niveau que l'année précédente, à savoir,

---

<sup>1</sup> Les engagements incluent l'APD et des prêts non concessionnels octroyés par les organismes donateurs des membres de l'ICA et par des banques de développement à l'ensemble de l'Afrique.

autour de **12 milliards d'USD**<sup>2</sup>. Les chiffres définitifs, qui devraient être légèrement supérieurs à ce montant, seront publiés quand tous les membres auront fourni leurs données.

En Afrique, l'infrastructure est encore à la traîne. Ce déficit empêche le taux de croissance par habitant de gagner 2 points de pourcentage chaque année. Les participants ont pris note du montant de 80 milliards d'USD que, selon l'Étude diagnostique des infrastructures nationales en Afrique (AICD), l'Afrique devrait répartir à parts égales entre les nouveaux investissements, d'une part, et l'exploitation et la maintenance, d'autre part. La moitié de la somme requise, environ 40 milliards d'USD, est couverte actuellement – toutefois, 20 milliards d'USD, soit environ la moitié de ce déficit, pourraient être mobilisés en améliorant la productivité. À cette fin, il faudrait établir de bons cadres politiques, juridiques et réglementaires, améliorer la performance des sociétés d'État et la maintenance de l'infrastructure existante. Le déficit de financement restant est donc estimé à 20 milliards d'USD par an.

### **La Vision de l'Afrique pour le développement de l'infrastructure sur le continent**

Les conclusions du dernier Sommet de l'Union africaine ont été communiquées aux participants. Ce Sommet a mis l'accent, d'une part, sur le développement de l'énorme potentiel hydroélectrique de l'Afrique pour renforcer les capacités de production en réponse à la crise énergétique et, d'autre part, sur les réseaux énergétiques régionaux, en vue de promouvoir l'intégration régionale et de tirer profit des économies d'échelle. Dans le secteur des transports, la priorité sera accordée à l'achèvement des tronçons manquants de l'Autoroute transafricaine (RTA). Il a été demandé aux membres de l'ICA d'aligner leur soutien sur les priorités de l'Afrique, définies d'un commun accord lors du Sommet, y compris un certain nombre de projets à effets rapides présentés durant le Sommet. La Déclaration finale du Sommet a souligné la nécessité d'accélérer le rythme d'exécution des projets d'infrastructure. Les responsables ont montré leur ferme engagement politique à surmonter les obstacles au développement de l'Afrique. Ils ont adopté le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) comme unique cadre politique et institutionnel pour le développement de l'infrastructure en Afrique et comme base d'identification des priorités. La préparation du PIDA se fera d'une manière aussi inclusive que possible, y compris l'élaboration des termes de référence. Elle s'inspirera de l'AICD, des plans directeurs sous régionaux et des études diagnostiques existantes sur la croissance. Le Commissaire de l'UA a invité les membres de l'ICA à participer aux réunions du comité directeur du PIDA et du comité technique en qualité de membres et d'observateurs, respectivement.

### **La crise financière affecte les investissements dans l'infrastructure en Afrique.**

Un atelier conjoint PPIAF/ICA a eu lieu en marge de cette réunion annuelle, pour mesurer l'impact de la crise financière sur le secteur de l'infrastructure dans le monde, et en Afrique, en particulier. Les orateurs ont montré que les projets continuent d'être menés à terme, seulement, à un rythme plus lent qu'en 2007. L'incidence de la crise sur les projets se ressent essentiellement au niveau des coûts de financement plus élevés ainsi que des retards et annulations résultant du retrait des prêteurs commerciaux. Les secteurs des transports et de l'énergie sont les plus touchés. Les participants à cet atelier ont conclu que la communauté internationale devait agir rapidement en apportant son appui à la protection de l'infrastructure existante et au développement de réserves de projets pendant la récession, en attendant une reprise ultérieure. Les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement continueront d'être les principaux bailleurs de fonds, toutefois, il faudra de nouveaux capitaux pour contrer efficacement la crise financière. Les participants ont noté que la Banque mondiale, la SFI et la Banque africaine de développement ont conçu et lancé des mécanismes d'urgence à cet effet.

---

<sup>2</sup> Le Rapport annuel 2008 de l'ICA présentera la ventilation complète.

## **Initiative italienne en faveur de l'atténuation des risques**

Compte tenu de la crise, la demande d'instruments d'atténuation des risques ira croissant. Les membres ont salué l'initiative pour faire face à la crise proposée par l'Italie, qui donnera des conseils sur les instruments appropriés pour financer les projets d'infrastructure en Afrique. La BAD offrira des espaces de bureau pour accueillir cette initiative, qui est en cours de conception. La priorité sera accordée à l'augmentation du flux et à l'amélioration de la qualité des projets, pour les aligner sur le niveau de risque acceptable par le secteur privé.

## **Utilisation de « la capacité de mobilisation » de l'ICA**

La contribution particulière que l'ICA peut apporter à l'amélioration de la coordination a été au cœur des délibérations. Les membres de l'ICA et les autres participants, comme la Chine, la Banque islamique de développement, le Fonds saoudien, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale et l'Afrique du Sud, ont fait des observations positives sur la « capacité de mobilisation » de l'ICA – due à ses solides relations avec le G8 et avec les institutions multilatérales, conjuguée à son aptitude à définir les préoccupations de l'Afrique, du fait de son implantation au sein de la Banque africaine de développement et de son engagement auprès des parties concernées en Afrique.

S'appuyant sur sa mission initiale, l'ICA s'est engagé à utiliser sa capacité de mobilisation pour élargir son rôle au-delà de la négociation des projets pour le porter au niveau des programmes, afin d'aider à trouver des solutions financières et de réduire les délais avant la conclusion des accords de financement. L'appui du DFID au Corridor Nord-Sud coparrainé par le COMESA, la CEA et la SADC, a été cité comme un exemple d'opportunité offerte aux membres du Consortium pour diriger la négociation des projets et appliquer sur le terrain les principes de la Déclaration de Paris au plan régional.

Les membres ont reconnu que l'établissement de partenariats efficaces entre secteurs public et privé était essentiel à la promotion de projets bancables et ce, d'autant plus que nous sommes confrontés actuellement à une crise financière. La création d'une réserve de projets crédibles exigera de gros efforts, de la créativité et de la flexibilité de la part de toutes les parties concernées. Les membres préconisent aussi le lancement effectif du concept des « filières de financements » entre les différentes facilités pour la préparation des projets, et la recherche de nouvelles opportunités, telles que les fonds pour une énergie propre.

## **Perspectives d'avenir**

D'un point de vue général, les membres ont choisi d'adopter une stratégie de « statu quo renforcé », basée sur les objectifs actuels de l'ICA, avec des rôles de facilitateur, catalyseur, coordinateur et contrôleur. Pour la plupart des participants, l'ICA pourrait s'avérer utile pour obtenir une collaboration aux niveaux des programmes ou sectoriels (comme ce fut le cas pour le Symposium ICA/Trésor américain sur le secteur de l'énergie en Afrique), plutôt qu'au niveau des projets. En outre, les futures activités incluront plus de communications efficaces à l'aide d'outils comme un site Web interactif et une plateforme GIS, la poursuite de la recherche d'autres sources de financement, et l'exploitation des synergies avec les autres initiatives en faveur de l'infrastructure.

Plusieurs questions importantes ont été soulevées au cours de cette réunion, et sur lesquelles il faudra dégager un consensus lors de la préparation du nouveau programme de travail triennal. Il

s'agit notamment de la définition des objectifs au plus haut niveau de l'ICA, des objectifs opérationnels à plus court terme du Secrétariat de l'ICA et de la question de l'ouverture à d'autres adhérents. Un certain nombre d'activités à entreprendre à l'avenir ont été suggérées. Elles seront réalisées selon un ordre de priorité défini par rapport aux grands objectifs assignés à l'ICA, en privilégiant les résultats. Les indicateurs de performance définis en fonction des nouveaux objectifs serviront de base aux futures évaluations de l'ICA.

Le nouveau plan stratégique va repositionner le Consortium pour lui permettre de répondre aux préoccupations et de saisir les opportunités identifiées par les parties prenantes. Seront couverts, l'échange d'informations, l'analyse stratégique et technique et le plaidoyer en vue de lever les obstacles, le suivi des décaissements, outre les engagements, le renforcement des partenariats avec d'autres initiatives et acteurs comme le Fonds fiduciaire pour l'infrastructure en Afrique de l'UE et l'IPPF-NEPAD, la poursuite de son action comme interface entre les membres de l'ICA et les partenaires africains, à l'appui de la Vision africaine et du PIDA, le soutien aux initiatives prises par les membres, l'obtention d'un engagement plus résolu des principaux donateurs et la définition des modalités que l'ICA va mettre en œuvre pour intéresser le secteur privé.

Nombre de participants ont manifesté un vif intérêt pour la fourniture de renseignements fiables et détaillés sur les besoins d'infrastructure, les projets potentiels et les projets en cours, en particulier, les projets prêts pour un investissement immédiat. La nécessité de consolider davantage les connaissances et la compréhension des développements actuels dans le secteur de l'infrastructure en Afrique a été réaffirmée à maintes reprises.

L'élargissement de l'AICD à tous les pays et sa viabilité sera une activité majeure. Il a été annoncé aux membres que la BAD avait alloué des ressources pour l'élargissement de l'étude à d'autres pays et qu'elle préparait une migration à terme de la banque de données. La France a confirmé sa contribution de 200 000 euros à la 2<sup>e</sup> Phase de l'AICD. L'Allemagne apportera 300 000 euros pour l'étude, outre le détachement d'un employé au Secrétariat de l'ICA pour une période de trois ans. La DBSA a proposé d'accueillir le lancement du rapport phare de l'AICD en Afrique du Sud, en novembre 2009.

L'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser des ressources humaines et financières fiables pour assurer le fonctionnement du Secrétariat. Le programme de travail 2009 - 2012 proposé, les compétences connexes exigées et le budget du Secrétariat de l'ICA seront diffusés pour recueillir les commentaires ainsi que les annonces de soutien financier ou en nature. Il comprendra des initiatives qui seront menées par les membres, comme par exemple, la proposition allemande de diriger la coordination des activités des membres de l'ICA dans le secteur de l'eau. S'il y a lieu, les procédures de fonctionnement seront ajustées pour permettre la mise en oeuvre harmonieuse du programme de travail. Il a été convenu que ceux qui soutiennent effectivement le Secrétariat, financièrement ou par le détachement d'employés, devraient se retrouver une fois à deux fois l'an, pour débattre des problèmes opérationnels et donner plus d'orientations pratiques.

La date cible pour l'achèvement du processus de validation et d'approbation du nouveau programme de travail a été fixée au 31 juillet 2009.

### **Lieu et date de la prochaine réunion**

La prochaine réunion du Consortium est fixée provisoirement au début de l'année 2010. La date et le lieu exacts seront confirmés par le Secrétariat.

**5<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE DE L'ICA**  
**9 - 11 mars 2009, ROME**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**

	<b>Organisme</b>	<b>Nom</b>	<b>Titre / Désignation du poste</b>
1	Banque africaine de développement	Mandla Gantsho	Vice-président, chargé de l'infrastructure, du secteur privé et de l'intégration régionale
2	Banque africaine de développement	Gilbert Mbesherubusa	Directeur, Département de l'infrastructure
3	Banque africaine de développement	Victor Ndisale	Assistant du Vice-président
4	Banque africaine de développement	Philippe Durand	Spécialiste en chef, expert en infrastructure & PPP, Départ. de l'infrastructure
5	Banque africaine de développement	Mike Salawou	Chef de projet, IPPF-NEPAD, Division du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce
6	Banque africaine de développement	Robin Ruth Ritterhoff	Conseiller principal de l'Administrateur pour les États-Unis
7	Banque africaine de développement	Hartlieb Euler	Conseiller, ONRI 1
8	Banque africaine de développement	Jeannette Ndongo	Assistante administrative
9	Commission de l'Union africaine	Elham Mahmoud Ibrahim	Commissaire à l'infrastructure et à l'énergie
10	Commission de l'Union africaine	Aboubakari Baba-Moussa	Directeur, infrastructure & énergie
11	Commission de l'Union africaine	David Kajange	Chef, Division transports et tourisme
12	BDEAC	Paul-Gilles Nanda	Conseiller du Président, chargé de la Coordination stratégique et de l'Intégration régionale
13	BDEAC	Jean Paterne Megne	Chef de la Division du développement rural, des infrastructures et projets intégrateurs
14	Canada - ACDI	Vivien J. Escott	Directrice de programme, Programme régional, Direction Afrique australe et orientale
15	Chine - People's Bank of China	Liang Qiyong	Représentant adjoint, PBC pour l'Afrique (Tunis)
16	China Development Bank	Gu Yang	Conseiller du Gouverneur chargé des opérations internationales
17	China Development Bank	Hui Kong	Chef de section, Département des finances internationales
18	China EXIM Bank	Wang Hao	Responsable pays, Bureau de représentation de Paris
19	COMESA	Amos Marawa	Directeur, Développement de l'infrastructure
20	Development Bank of Southern Africa	Admassu Tadesse	Premier Vice-président



21	CAO	Hosea Nyangweso	Ingénieur civil principal
22	CEEAC	Jean-Paul Libebeke Momboyo Kukuta	Expert en infrastructure
23	CEEAC	Jonas Takodjou	Expert en infrastructure des transports
24	Commission européenne	Alejandro Montalban-Carrasco	Conseiller spécial, Développement économique : Réseaux d'infrastructure et de communication, Commerce et Intégration régionale
25	Banque européenne d'investissement	Catherine Collin	Chef de Division – Pays ACP
26	Banque européenne d'investissement	Alistair Wray	Spécialiste supérieur en infrastructure
27	Banque européenne d'investissement	Yves de Rosée	Chef du Secrétariat UE - Fonds fiduciaire pour l'infrastructure en Afrique
28	France - AFD	André Pouillès-Duplaix	Directeur adjoint
29	Allemagne - GTZ	Nina Barmeier	Coordonnatrice de projet Réglementation et participation du secteur privé dans l'Infrastructure
30	Allemagne - KfW	Bruno Wenn	Premier Vice-président pour l'Afrique subsaharienne
31	Allemagne - KfW	Bernd Tilemann	Expert financier
32	GuarantCo International Financial	Chris Vermont	
33	Industrial Development Corporation	Tiawelo Ramantsi	Financement des entreprises
35	SFI	David Donaldson	Responsable senior, Infrastructure SFI Région Afrique
35	Banque islamique de développement	Belkacem Ouzrourou	Chef de Division, Département 2 - infrastructure & finances Opérations par pays
36	Banque islamique de développement	Irfan Bukhari	Chef Unité des financements structurés
37	Banque islamique de développement	Salah Mansour	Chef de Division, infrastructure & finances pour la Région Moyen-Orient Afrique du Nord
38	Italie	Sottosegretario di Stato Dott. Vincenzo Scotti	Sous-secrétaire d'État
39	Italie	Cons. Amb. Antonella Cavallari	Secrétariat principal USS
40	Italie	Min. Plen. Giuseppe Morabito	Directeur général pour l'Afrique
41	Italie	Min. Plen. Marco Claudio Vozzi	Direction générale pour l'Afrique
42	Italie	Cons. Amb. Giancarlo Izzo	Direction générale pour l'Afrique
43	Italie	Min. Plen. Guido Walter La Tella	Sherpa adjoint
44	Italie	Cons. Amb. Paolo Campanini	Général
45	Italie	Cons. Leg. Stefano Canzio	Direction Affaires économiques
46	Italie	Min Plen. Elisabetta Belloni	Directrice générale de la Coopération italienne
47	Italie	Cons Amb. Marcello Fondi	Direction générale de la Coopération italienne
48	Italie	Min. Arnaldo Abeti	Direction générale de la Coopération italienne
49	Italie	Cons. Amb. Filippo Scammacca del Murgo	Direction générale de la Coopération italienne
50	Italie	Dott.ssa Maria Gabriella Di Gioia	Direction générale de la Coopération italienne

51	Italie	Cons.Leg. Fabrizio Nava	Direction générale de la Coopération italienne
52	Italie	Dott. Giancarlo Palma	Direction générale de la Coopération italienne
53	Italie	Dott.ssa Rita Gonelli	Direction générale de la Coopération italienne
54	Italie	Dott. Nicola Pisani	Direction générale de la Coopération italienne
55	Italie	Dott.ssa Maria Elisabetta Merlino	Direction générale de la Coopération italienne
56	Italie	Dott. Marino Cianfarani	Direction générale de la Coopération italienne
57	Italie	Dott. Simone Tocco	Direction générale de la Coopération italienne
58	Italie	Dott.ssa Paola Campostrini	Direction générale de la Coopération italienne
59	Italie	Dott.ssa Paola Camoni	Direction générale de la Coopération italienne
60	Italie	Prof. Luca Riccardi	Représentant spécial pour l'Afrique
61	Italie	Sig.ra Liliale Murakatete	Assistante du Représentant spécial pour l'Afrique
62	Italie	Dott.Federico Bonaglia	Équipe du G8
63	Italie	Dott. Francesco Rampa	Équipe du G8
64	Italie	Dott. Nicola Pacini	Équipe du G8
65	Italie – SACE	Antonio Massoli Taddei	
66	Italie, observateurs	Dr. Claudio Piconi	Bureau international
67	Italie, observateurs	Ing.Francesco Archibugi	Bureau international
68	Italie, observateurs	Dott.ssa Stefania Danzi	Bureau international
69	Italie, observateurs	Dott. Marco Mattia	Bureau international
70	Japon – ministère des Affaires étrangères	Hideki Uyama	Directeur, 2 <sup>e</sup> Division Assistance pays
71	Japon - ministère des Affaires étrangères	Tomoaki Korezumi	2 <sup>e</sup> Division Assistance pays
72	Japon - JBIC	Hiroaki Fujiwara	Chef adjoint, Département des finances Europe, Moyen-Orient et Afrique
73	Japon - JICA	Mitsutaka Uchijima	Représentant résident adjoint (Bureau de Paris)
74	Japon - JICA	Yuko Sakashita	Conseiller pour le NEPAD
75	Secrétariat du NEPAD	Adama DEEN	Conseiller Transports
76	OCDE	Karim Dahou	Directeur général, Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique
77	PPIAF	Jyoti Shukla	Directeur de programme
78	PPIAF	Jim Leigland	Chef de programme pour le Programme d'assistance technique infranational
79	PPIAF	Lorenzo Bertolini	Directeur de programme régional, Afrique de l'Ouest et Centrale
80	Russie - ministère des Affaires étrangères	Serguei Bakharev	Chef de Division, Département Afrique
81	SADC	Remigious Makumbe	Directeur, Infrastructure et services
82	SADC	Tracy Zinanga	Agent principal, Coopération au développement et mobilisation des ressources
83	Samuels Associates & the Global	Barbara Christie Samuels	

	Clearinghouse, États-Unis		
84	Fonds saoudien pour le développement	Hasan Alattas	Directeur général, Département technique
85	Fonds saoudien pour le développement	Saud Alshammari	Ingénieur supérieur, Département technique
86	Fonds saoudien pour le développement	Bandar Almutawaa	Ingénieur, Département technique
87	République d'Afrique du Sud	Ghulam Asmal	Directeur, Direction SADC, Dépt. Affaires étrangères
88	République d'Afrique du Sud	Viresh Vallabhkhai	Directeur adjoint, Direction SADC, Dépt. Affaires étrangères
89	République d'Afrique du Sud	Dave Perkins	Directeur, Programme Initiative régionale pour le développement spatial
90	République d'Afrique du Sud	Duncan Modpelo Sebefelo	Conseiller (Multilatéral), Ambassade d'Afrique du Sud à Rome
91	République d'Afrique du Sud	Anthea Joubert (M <sup>me</sup> )	Conseillère (Politique), Ambassade d'Afrique du Sud à Rome
92	Standard & Poors	Sandra Pereira	Équipe de direction service clientèle
93	Standard & Poors	Maria Pierdicchi	Bureau de Milan
94	Suède - SIDA	Marie Bergström	Spécialiste politique énergie, Infrastructure
95	Royaume-Uni – DFID	John Burton	Directeur adjoint, Département région Afrique
96	Royaume-Uni – DFID	Peter Dearden	Conseiller économique supérieur
97	Royaume-Uni – DFID	Mark Povey	Conseiller en infrastructure, Département région Afrique
98	UMA	Abdelkader Bouchentouf	Directeur, Infrastructure
99	ONU-CEA	Abdalla Hamdok	Directeur, NEPAD et Intégration régionale
100	USAID	Jeffrey Humber	Directeur, Programme infrastructure pour l'Afrique, Bureau pour l'Afrique
101	USAID	Michael Curtis	Directeur adjoint, Bureau du développement durable, Bureau pour l'Afrique
102	MCC États-Unis	Carol Hessler	Directrice générale, Infrastructure
103	MCC États-Unis	Richard Morford	Directeur général, Donateurs / Relations multilatérales
104	Trésor américain	Richard Hall	Économiste international, Bureau pour les nations africaines
105	Banque mondiale	Inger Andersen	Directrice, Département du développement durable
106	Banque mondiale	Cecilia Briceño Garmendia	Économiste de l'infrastructure senior
107	Banque mondiale	Giovanni Majnoni	Administrateur, Italie
108	Banque mondiale	Dot.ssa Chiara Salabè	Assistante de l'Administrateur, Italie
109	Banque mondiale	Dott. Massimiliano Paolucci	Chef Bureau de Rome
110	Secrétariat ICA	Alex Rugamba	Coordinateur
111	Secrétariat ICA	Jitsuya Ishiguro	Expert en infrastructure
112	Secrétariat ICA	Callixte Kambanda	Expert en infrastructure
113	Secrétariat ICA	Renaud Paubelle	Expert en infrastructure
114	Secrétariat ICA	Andrew Roberts	Expert en infrastructure
115	Secrétariat ICA	Donia Ben Saad	Assistante administrative
116	Consultant	Nick Sheppard	Consultant en communication

117	Consultant	David Stafford	Oxford Policy Management (OPM) Group
118	Consultant	Peter Watson	Oxford Policy Management (OPM) Group
119	Consultant	Bruce Thompson	Interconnecting Africa
120	Consultant	Daniel Makokera	Pamuzinda Productions